

Le plus grand plan social depuis 40 ans, une fraude systémique à l'argent public, et un lanceur d'alerte bâillonné : le SNPEP-FO exige une commission d'enquête parlementaire

À Paris, le 14 janvier 2026

*La section fédérale Presse Éditions Publicité de la FEC-FO et son syndicat affilié, le Syndicat National Presse Éditions Publicité Force Ouvrière (SNPEP-FO), viennent de saisir les députés membres de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale pour demander urgemment la création d'une **commission d'enquête parlementaire**. Cette demande vise à faire toute la lumière sur les scandales financiers, fiscaux et sociaux du groupe Hopps Group (devenu Gaios Group) et à protéger un lanceur d'alerte en danger.*

Un scandale d'État étouffé

Depuis quatre ans, Bruno JUSTET, lanceur d'alerte soutenu par le SNPEP-FO, ne cesse de dénoncer et alerter sur une fraude systémique au chômage partiel concernant potentiellement plusieurs millions d'euros par la société HOPPS GROUP. Avec le SNPEP-FO, il alerte également depuis plusieurs mois sur les liquidations judiciaires frauduleuses à l'automne 2024, de sociétés détenues par Frédéric Pons, Éric Paumier et Guillaume Salabert, pour un coût déjà avéré de plus de 100 millions d'euros pour l'A.G.S. Ils sont ainsi impliqués dans l'obtention frauduleuse d'argent public au travers en particulier de la société MILEE (ex-ADREXO), avec leur holding HOPPS GROUP, déjà mise en lumière par le scandale d'État dit « Propaganda » en 2021 sur les élections départementales et régionales, scandale encore non clos aujourd'hui.

Ces agissements ont provoqué cet automne-là en 2024 **le plus grand plan social depuis quarante ans : plus de 11 000 salariés licenciés en trois mois !** Il s'est fait au détriment direct des salariés licenciés, qui en ont payé le prix fort, et ce malgré les importants financements publics versés depuis 2017, officiellement destinés à la « sauvegarde de l'emploi », mais ayant en réalité favorisé l'enrichissement personnel et frauduleux des dirigeants. Pourtant, malgré des preuves accablantes, les institutions publiques restent sourdes et les parlementaires ne peuvent plus ignorer cette situation ou s'engager sur des promesses non tenues.

Une justice bafouée, un lanceur d'alerte persécuté

Le 12 novembre 2024, le Conseil de prud'hommes d'Aix-en-Provence a pourtant condamné les dirigeants d'HOPPS GROUPS pour travail dissimulé en lien avec une **fraude systémique au chômage partiel**, ainsi que pour harcèlement moral et discrimination salariale sur M. JUSTET durant de nombreuses années.

Malgré sa victoire judiciaire, **le ministère du Travail a classé sans suite son alerte** sur la fraude au chômage partiel en juin 2025 **accompagné de menaces et intimidations** par les dirigeants de l'inspection du travail d'Aix-en-Provence et de la DDETS 13. Quant à sa plainte pénale, déposée il y a vingt-huit mois, celle-ci est bloquée par le Parquet d'Aix-en-Provence par **l'absence totale de réelles enquête et auditions, à commencer par celle du lanceur d'alerte lui-même et des 3 dirigeants !** Il subit un mur institutionnel qui le prive de protection, entrave la vérité et continue de porter atteinte à sa santé et ses moyens de subsistance.

L'urgence démocratique : un contrôle parlementaire indispensable

Face à cette omerta, seul le **contrôle de l'action gouvernementale par les députés** peut permettre d'établir les responsabilités et de prévenir de nouveaux scandales : **c'est toute la distribution directe d'imprimés publicitaires qui est concernée par cette affaire d'importance nationale, cette liquidation judiciaire étant l'acte final de l' « ubérisation » complète de tout ce secteur d'activité, organisé depuis 2017 *a minima*.** Le SNPEP-FO demande :

1. **L'audition immédiate de M. Bruno JUSTET en sa qualité de lanceur d'alerte** dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la lutte contre les fraudes sociales et fiscales.
2. **L'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire** sur la fraude fiscale et sociale systémique organisée au sein du groupe HOPPS GROUP.

Un appel à la mobilisation citoyenne

Le silence des médias, l'inaction des pouvoirs publics et des parlementaires face à de telles fraudes de grande envergure et à **des dizaines voire centaines de millions d'euros d'argent public déversés sans aucun contrôle** sont inacceptables et scandaleuses. Le SNPEP-FO en appelle à la **mobilisation de l'opinion publique** pour soutenir cette demande et rappeler que la République doit protéger ceux qui défendent l'intérêt général, non les étouffer.

Aussi, le SNPEP-FO demande à tout-un-chacun de **venir en aide au lanceur d'alerte en signant sa pétition et en participant à sa cagnotte** : sa situation financière est de plus en plus inextricable et entravée par les multiples défaillances de nos institutions publiques dont il est victime :

Lien vers sa pétition : <https://www.mesopinions.com/petition/politique/detournement-argent-covid-lanceur-alerte-bloque/237525>

Lien vers sa cagnotte : <https://www.leetchi.com/fr/c/soutenir-les-actions-du-lanceur-dalerte-bruno-justet-entrave-par-legouvernement-5797840>

Contact presse :

Guillaume Commenge, secrétaire fédéral Presse Éditions Publicité de la FEC-FO
06 72 75 04 28
secretariat@snpepfo.fr

Section Fédérale Presse Éditions Publicité Force Ouvrière
67, rue de Turbigo – 75003 Paris
secretariat@snpepfo.fr / 09 61 19 23 95